http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2023/12/03/le-petrole-le-gaz-et-la-lutte-contre-la-russie-les-vraies-raisons-de-la-gue.html Le pétrole, le gaz et la lutte contre la Russie - Les vraies raisons de la guerre à Gaza



Le pétrole, le gaz et la lutte contre la Russie

Les vraies raisons de la guerre à Gaza

Source: https://www.anti-spiegel.ru/2023/die-wahren-gruende-fuer-den-krieg-in-gaza/?doing_wp_cron=1701338409.2566039562225341796875

La guerre à Gaza est en réalité une affaire de pétrole et de gaz et de conflit géopolitique entre les États-Unis et la Russie. Cela semble incroyable ? Vérifiez par vous-même, car c'est parfaitement évident, mais passé sous silence par les médias occidentaux.

par Thomas Röper

Cela fait longtemps que je voulais écrire un article sur l'existence d'un énorme gisement de pétrole et de gaz au large de Gaza, qui est la véritable raison de la guerre de Gaza. Jusqu'à présent, je n'ai cependant pas eu l'occasion de faire des recherches approfondies à ce sujet. Je ne veux pas me parer de la plume d'autrui, car un ami m'a envoyé un article d'un blogueur russe qui a effectué et publié cette recherche. J'ai pris son article et ses sources comme base pour mon article et j'y ai ajouté mes propres pensées et découvertes.

Les antécédents commencent en 1995

On peut bien sûr chercher les antécédents de la guerre actuelle il y a plus d'un siècle ou lors de la création de l'État d'Israël et de l'oppression des Palestiniens qui s'en est suivie, mais ce serait trop général. Le conflit actuel a en effet des racines beaucoup plus concrètes.



Les antécédents de la guerre de Gaza d'aujourd'hui commencent en 1995. Le 28 septembre 1995, les accords d'Oslo 2 ont été signés à Washington, accordant notamment à la Palestine le droit de disposer de ses ressources naturelles de manière autonome. Le 5 octobre de la même année, le Parlement israélien, la Knesset, ratifie l'accord.

Quatre ans plus tard, la Palestine conclut un contrat avec la société britannique BG (British Gas), car le gouvernement palestinien souhaite savoir s'il existe des ressources minérales sur le plateau continental adjacent à la bande de Gaza palestinienne. BG, spécialisé entre autres dans l'exploration géologique, accepte le contrat.



En 1999, BG découvre le jackpot. Elle trouve de riches gisements de gaz et de pétrole au large de la Palestine, à 20 miles nautiques de la côte. Un rapport d'une conférence de la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement de 2019 contient les chiffres exacts. Les experts de la Commission de l'ONU ont estimé les réserves de gaz palestiniennes à 122 billions de pieds cubes et 1,7 milliard de barils de pétrole. En 2017, lorsque le document à l'origine de la conférence a été rédigé, les réserves étaient estimées à une valeur de 453 milliards de dollars pour le gaz et de 71 milliards de dollars pour le pétrole.

Puisque c'est important, répétons-le: la valeur des gisements de gaz et de pétrole au large de Gaza, qui appartiennent aux Palestiniens en vertu des accords d'Oslo, s'élevait à plus d'un demi billion de dollars, plus précisément 524 milliards de dollars, selon les prix de 2017. Corrigé par l'inflation et d'autres facteurs, ce montant dépasse aujourd'hui les 600 milliards de dollars.

En 2002, la Palestine accepte la proposition de BG de construire une infrastructure d'extraction et de traitement du gaz dans la bande de Gaza et de commencer à construire un gazoduc, principalement vers l'Europe. Israël s'y oppose, car le gazoduc traverserait un territoire contrôlé par Israël. Au lieu de cela, Israël propose à la Palestine une autre solution: livrer le gaz à Israël à un prix interne, c'est-à-dire non pas au prix du marché, afin qu'Israël puisse continuer à exporter le gaz vers l'Europe. La Palestine s'y oppose bien sûr.

Tout cela couve pendant des années, tandis que les parties ne cessent de se tirer dessus.

Le rêve d'un "jardin fleuri" à Gaza

En 2007, des élections ont lieu à Gaza, notamment sous la pression des États-Unis, et le Hamas les remporte. Le Hamas est ainsi devenu, qu'on le veuille ou non, le gouvernement démocratiquement légitimé de Gaza. Comme les États-Unis n'appréciaient pas le résultat des élections qu'ils avaient eux-mêmes exigées, ils ont refusé de reconnaître le Hamas. Lorsque le Hamas arrive au pouvoir en 2007, il promet de transformer la ville de Gaza en une "cité-jardin" florissante.

Israël a alors imposé un blocus maritime, bloquant ainsi tous les efforts palestiniens pour développer les infrastructures nécessaires. Le 27 décembre 2008, l'armée israélienne a attaqué la Palestine. La Palestine se défend, y compris avec des missiles.

Mais Israël est plus fort et plus impitoyable. Les journalistes du Guardian estiment que 83% des plus de 1.400 morts palestiniens (dont 313 enfants) étaient des civils. Mais ce qui est décisif, c'est qu'avec l'opération "Plomb durci", Israël détruit une grande partie de la bande de Gaza et fait de la zone maritime adjacente à la bande de Gaza sa propriété, en violation du droit international et des accords antérieurs. BG ferme son bureau de Tel Aviv pour ne pas être impliqué dans ce chaos.

De 2008 à 2022, il y a quelques activités sur le plateau continental, mais dans l'ensemble, le projet est gelé car il y a régulièrement des affrontements militaires.



Le sabotage des gazoducs Nord Stream comme signal de départ

Le 26 septembre 2022 - c'est-à-dire tout récemment, et littéralement hier selon les critères de l'industrie pétrolière et gazière qui planifie à long terme - les gazoducs Nord Stream, qui appartiennent à la Russie et à l'Allemagne, ont été dynamités. Bien que la presse occidentale tente d'attribuer le dynamitage à l'Ukraine, il ne fait guère de doute au niveau international que les États-Unis sont derrière tout cela.

L'Europe est désormais confrontée à un problème énergétique.

Au cours de l'été 2023, des réunions sont lancées avec la médiation des États-Unis sur la question du développement rapide du gisement de gaz. Le 18 juin 2023, Benjamin Netanyahu fait une déclaration officielle dans laquelle il autorise le projet de développement du champ pétrolier, mais sans mentionner la Palestine :

"Le projet est nécessaire pour assurer la sécurité et les besoins diplomatiques de l'État d'Israël".

Le même jour, le porte-parole du Hamas, Ismaïl Rudwan, a déclaré ce qui suit:

"Nous réaffirmons que notre peuple à Gaza a droit à ses ressources naturelles".

Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour relier ces deux déclarations et les comprendre : Israël dit "ce sont nos 600 milliards", la Palestine dit "non, ce sont nos ressources naturelles". Ce fut le signal de départ de la guerre de Gaza.

Il s'agit de 600 milliards de dollars, ce que nous devons situer pour comprendre: le PIB total de la Palestine n'est que de 18 milliards de dollars, pour la Palestine, 600 milliards représentent une somme inimaginable et l'opportunité de répéter le "miracle de Dubaï". La Palestine pourrait devenir un paradis sur le modèle de Dubaï, avec la prospérité, le tourisme, etc.

La guerre commence et Israël distribue des licences d'extraction

Le 7 octobre, le Hamas envahit Israël. Israël réplique. Un nouveau massacre commence.

Alors que des gens meurent, plusieurs événements importants, à peine couverts par les médias, ont lieu, cachés par le feu médiatique permanent sur la guerre.

Le 30 octobre 2023, alors que ses militaires ont le dessus et que l'offensive terrestre dans la bande de Gaza est imminente, Israël accorde à six compagnies des licences d'exploitation de gaz à l'endroit même qui, selon les accords d'Oslo, appartient à la Palestine. En clair, après le début de la guerre, c'est Israël, et non la Palestine, qui accorde les permis d'exploitation du gaz dans les eaux au large de Gaza à des entreprises internationales.

Parmi les entreprises qui ont obtenu une licence, il y a la société britannique British Petroleum. Le journal Israeli Times en a parlé avec enthousiasme.



Le rôle du Premier ministre britannique

Le 30 octobre 2023, c'est-à-dire le même jour, le Premier ministre britannique Rishi Sunak a renvoyé son ministre Paul Bristow parce que celui-ci avait demandé un cessez-le-feu dans le conflit israélo-palestinien.

De manière générale, le Premier ministre britannique s'est comporté de manière étrange en ne parlant pas de cessez-le-feu dans la région. De facto, Sunak a soutenu l'action d'Israël visant à obtenir le contrôle militaire total de la bande de Gaza et, bien sûr, du plateau continental. La question se pose de savoir pourquoi ?

La réponse est on ne peut plus banale: la société informatique Infosys, qui appartient à la femme de Rashi Sunak, la milliardaire Akshata Murty, a conclu un accord de 1,5 milliard de dollars avec BP à l'été 2023.

Dans le même temps, Sunak a approuvé plus de 100 licences d'exploitation de gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord (c'était quoi, la transition énergétique verte?). Le plus grand bénéficiaire est à nouveau BP.

Les médias ne font pas le lien avec le fait que Sunak protège de facto les intérêts de BP en empêchant un cessez-le-feu en Israël. Mais Rashi Sunak

soutient l'opération militaire israélienne dont l'objectif est d'obtenir le contrôle total de la bande de Gaza.

Le fait que Rashi Sunak soutienne l'opération militaire israélienne signifie qu'il ne sert pas seulement les intérêts britanniques, mais aussi les intérêts américains, car BP a un grand nombre d'actionnaires américains, notamment Vanguard, BlackRock et JP Morgan. Il est donc évident qu'il s'agit aussi d'intérêts de groupes américains, ce qui explique aussi pourquoi le gouvernement Biden fait si peu pour arrêter les crimes de guerre d'Israël à Gaza, malgré les critiques massives de la politique intérieure, y compris de son propre parti.

Le nécessaire nettoyage ethnique

Le fait que ces crimes de guerre, les bombardements aveugles de civils à Gaza, qui ont conduit à la mort de 15.000 civils palestiniens (dont près de la moitié sont des enfants), ne sont pas des actes de cruauté arbitraires, devient ainsi évident: par la terreur, Israël veut pousser les Palestiniens à quitter Gaza afin qu'il puisse prendre le contrôle de la bande de Gaza et des champs de pétrole et de gaz.



L'intention d'Israël de prendre le contrôle de la bande de Gaza de manière permanente est apparue clairement dès le début, lorsque l'armée israélienne a d'abord demandé aux Palestiniens de quitter la ville de Gaza en direction du sud, puis a exigé à plusieurs reprises que l'Égypte laisse les Palestiniens quitter Gaza.

Dès le début, les critiques ont donc accusé Israël de vouloir procéder à un nettoyage ethnique dans la bande de Gaza et d'occuper le territoire de manière permanente. La raison pour laquelle Israël agit ainsi n'est apparemment pas liée à des intérêts sécuritaires israéliens ou à une haine aveugle des Palestiniens, mais tout simplement aux gisements de pétrole et de gaz au large de Gaza.

La redistribution du marché européen

Après cela, l'exploitation du gisement de gaz pourrait commencer immédiatement et le gazoduc destiné à remplacer les gazoducs Nord Stream détruits par les États-Unis pourrait être mis en service avant que la Russie et l'Allemagne, après la fin des combats en Ukraine et avec un gouvernement éventuellement différent à Berlin, ne se rapprochent à nouveau suffisamment, à un moment donné, pour que les gazoducs Nord Stream puissent être réparés et remis en service.

Mais d'ici là, les principaux fournisseurs de gaz pour l'Europe seraient déjà le britannique BP et l'italien ENI, et non plus le russe Gazprom.

États-Unis et Royaume-Uni vs. France

D'ailleurs, Washington et Londres ont ici fait un pas de plus contre la France. On se souvient de l'accord sur les sous-marins conclu entre la France et l'Australie, que cette dernière a ensuite annulé en rejoignant à la place la nouvelle alliance AUKUS avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et en commandant leurs sous-marins. Et il convient également de rappeler le coup d'État au Niger, au cours duquel les États-Unis ont poignardé la France dans le dos, de sorte que la France a finalement dû retirer ses troupes du Niger, tout en conservant la base américaine au Niger. Le coup d'État au Niger a considérablement affaibli la position de la France en Afrique de l'Ouest, mais pas celle des États-Unis.

Pourquoi l'histoire du champ de pétrole au large de Gaza était-elle un pas contre la France ? Contrairement à ce qui s'est passé en Libye à l'époque, aucun groupe français n'a été retenu pour le champ pétrolier et gazier au large de Gaza. Cela pourrait-il expliquer pourquoi Macron est l'un des rares

dirigeants européens à avoir exigé d'Israël qu'il mette fin à son opération militaire à Gaza et à ses bombardements brutaux sur la population civile ?

En clair, alors que les gens du monde entier sont choqués par les images de civils et surtout d'enfants morts, par la catastrophe humanitaire à Gaza et par d'autres horreurs, alors que les événements divisent la société et obligent les gens à choisir leur camp dans le conflit, un jackpot de 600 milliards de dollars se partage en coulisses. La géopolitique est aussi simple que cela.

La guerre de Gaza, élément constitutif de la lutte contre la Russie

La cause de la guerre de Gaza n'est pas la religion, ni même l'histoire, ni le terrorisme. Rien de ce qui est rapporté par les médias occidentaux n'est important en réalité.

Les raisons de l'éclatement du conflit entre la Palestine et Israël sont l'argent et les ressources naturelles dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont précisément besoin en ce moment pour mener une guerre par procuration contre la Russie. Car une chose est évidente: l'exploitation rapide des réserves de gaz palestiniennes a surtout pour but d'empêcher la remise en service des gazoducs Nord Stream dans quelques années, lorsque les émotions se seront apaisées.

On peut bien sûr croire aux déclarations des médias allemands et des hommes politiques du gouvernement (dont les Verts en particulier ont toujours été contre Nord Stream, mais ne sont pas contre d'autres gaz) sur le "droit à l'autodéfense" d'Israël. On peut bien sûr croire qu'Israël a été tout à fait surpris par l'attaque du Hamas, bien que cela ait été plus que douteux dès le début.



On peut aussi se souvenir de toutes les guerres menées par les États-Unis et l'Occident au cours des dernières décennies, dont l'enjeu était toujours les ressources naturelles (pétrole et gaz irakiens, libyens, syriens, etc.), ce que les médias occidentaux n'ont jamais abordé, préférant parler de "démocratie, de droits de l'homme, de liberté et de prospérité" que ces guerres devaient apporter aux peuples prétendument opprimés. Cela explique également pourquoi les médias occidentaux ne disent pas que l'armée israélienne est probablement responsable d'une grande partie des morts israéliens, car l'indignation face aux atrocités commises par le Hamas est le prétexte utilisé pour justifier le nettoyage ethnique à Gaza.

Si l'on considère ensuite cette histoire d'un point de vue géopolitique, dans le contexte du conflit entre les États-Unis d'une part et la Russie et la Chine d'autre part, cela devient encore plus évident. La Russie doit être supplantée durablement en tant que fournisseur d'énergie à l'Europe et, compte tenu de la perte d'influence des États-Unis dans le golfe Persique, les États-Unis ont plus que jamais besoin de contrôler d'autres grands gisements de pétrole et de gaz.

La géopolitique est en fait une discipline simple, car il s'agit toujours d'argent et de pouvoir. A Gaza aussi, mais les médias occidentaux ne le disent pas.

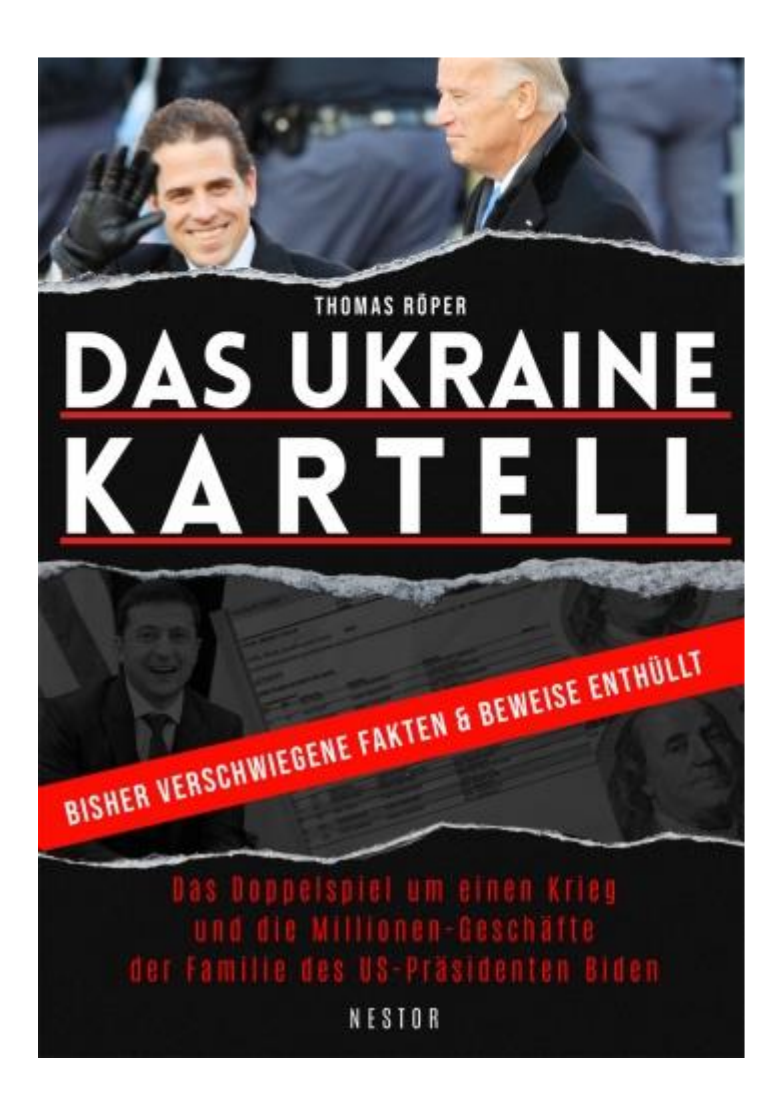
Addendum : En réponse au premier commentaire, je pense que je dois clarifier et souligner plusieurs points.

Tout d'abord, le champ de gaz n'est certainement pas très grand par rapport à d'autres champs de gaz, mais que 600 milliards ne soient pas une raison de guerre serait une nouveauté pour moi. De plus, la participation de groupes européens au gisement de gaz permet enfin à Israël d'expulser les Palestiniens de Gaza (sans provoquer de tollé en Europe), ce dont ils rêvent depuis longtemps.

Deuxièmement, il faut voir cela dans le contexte global des autres gisements de gaz de la région: tant que les Palestiniens seront à Gaza et qu'il y aura des combats à répétition, l'exploitation du gaz dans toute la région serait en danger permanent. Les Palestiniens pourraient l'utiliser comme moyen de pression sur Israël dès que l'Europe dépendrait du gaz et serait donc plus encline à céder à la pression des Palestiniens.

Troisièmement, le gazoduc vers l'Europe est lui aussi destiné à l'ensemble des réserves de gaz de la région, et pas seulement à ce champ. Encore une fois, tant que les Palestiniens sont à Gaza et qu'il n'y a pas de paix durable dans la région, toute l'infrastructure et donc le remplacement du gaz russe en Europe seraient menacés, ce qui ne manquerait pas de décourager les investisseurs. Il y a probablement une raison pour laquelle Israël n'a attribué les licences d'exploitation qu'après le début de la guerre, lorsqu'il est devenu clair que le "problème palestinien" serait résolu et qu'en prime, les 600 milliards devaient également être attribués.

Conclusion : les 600 milliards sont une bonne motivation pour résoudre le "problème de Gaza" et, "accessoirement", pour évincer durablement la Russie de l'Europe en tant que fournisseur de gaz.



Dans mon nouveau livre "Le Cartel de l'Ukraine - Le double jeu autour d'une guerre et les affaires de plusieurs millions de la famille du président américain Biden", je révèle de manière objective et neutre, en me basant sur des centaines de sources, des faits et des preuves jusqu'ici cachés sur les affaires de plusieurs millions de la famille du président américain Joe Biden en Ukraine. Au vu des événements actuels, la question se pose : un petit groupe d'hommes d'affaires avides est-il peut-être prêt à nous amener au bord d'une Troisième Guerre mondiale pour son profit personnel ?

Le livre est actuellement disponible et ne peut être commandé que directement auprès de l'éditeur.